

croissance économique, s'est avérée de moins en moins efficace. De plus, ce n'est pas une solution pratique ou acceptable dans un pays comme le nôtre, où la population active croît très rapidement. L'expérience de nombreux autres pays, en particulier celle des États-Unis et du Royaume-Uni, démontre que l'application de politiques de contrôle des prix et des salaires sur une grande échelle tend non seulement à retarder la croissance économique, mais, avec le temps, contribue très peu à freiner l'inflation et, en fait, peut même l'aggraver...

Il ne reste donc qu'une seule solution, celle que tentent d'appliquer les États-Unis et la Grande-Bretagne, soit le recours à des mesures collectives volontaires pour diminuer le taux d'inflation. Tout au long de la campagne électorale de l'automne dernier au Royaume-Uni, le premier ministre britannique, M. Harold Wilson, à qui l'on demandait ce qu'il adviendrait si cette méthode échouait, répondait d'un ton grave: "Il faut que ça marche car c'est notre dernier recours."

Par suite des conséquences de cette forte inflation et d'une croissance économique ralentie, des millions de personnes dans de nombreux pays se trouvent devant la perspective d'une longue période de prospérité décroissante. Tout récemment, la Communauté économique européenne a fait savoir que les citoyens de ses pays membres pourraient s'attendre à une baisse de leur niveau de vie au cours des trois prochaines années.

Quant à nous, nous sommes en mesure de pouvoir maintenir et même améliorer notre niveau de vie au cours de cette même période. Mais nous ne pouvons vraisemblablement y arriver que si nous faisons suffisamment preuve de discipline personnelle pour éviter de demander à l'économie plus qu'elle ne peut produire. Si nous pouvons atteindre un certain consensus au sujet des revendications de chaque secteur de l'économie, nous pourrions alors non seulement maintenir et améliorer notre niveau de vie, mais nous pourrions également réussir à faire baisser l'inflation d'une façon soutenue. Il n'est pas question d'obliger qui que ce soit à s'imposer des mesures de restriction volontaires. Je dis tout simplement que notre sort à tous serait grandement amélioré, si nous joignons

nos efforts pour diminuer l'utilisation de nos ressources économiques.

Le gouvernement a déjà adopté un certain nombre de mesures afin de renforcer la position financière des particuliers et des compagnies et afin d'atténuer les pressions inflationnistes sur l'économie. Les réductions ainsi que l'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers, annoncées dans le budget de novembre, augmenteront de façon importante le salaire net des travailleurs canadiens. Pour le contribuable marié ayant deux enfants à charge et gagnant \$10,000, ces mesures signifient une augmentation de salaire net de \$250. Par la même occasion, la position financière des compagnies canadiennes de fabrication et de transformation a été grandement améliorée par la réduction de leurs impôts et l'amortissement accéléré des débours engagés pour les machines et le matériel, apportant un puissant stimulant à l'accroissement des placements de capitaux, de la production et de l'emploi.

#### Éviter la spirale inflationniste

Le problème auquel nous faisons face est un changement de structure dans notre économie et celle des autres pays, lequel nous oblige à absorber des augmentations assez importantes des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Pour un certain temps, une partie accrue des budgets familiaux doit être affectée à cette nécessité. Il faut craindre qu'en voulant y arriver par des augmentations de traitements, de salaires et d'autres revenus, nous n'amenions qu'une spirale inflationniste encore plus vicieuse et réduisions nos chances de croissance et de prospérité pour l'avenir.

Ce sera même probablement le cas si la poursuite effrénée des augmentations de salaires et de traitements débouche sur un conflit de travail généralisé... Tous les Canadiens doivent s'inquiéter de ce grave bouleversement économique, surtout si l'on considère qu'au cours des dernières années, le temps perdu au pays par suite de conflits du travail par rapport au temps travaillé a dépassé celui de la plupart des autres pays industriels.

Si nous pouvons réussir à obtenir l'unanimité nationale sur des objectifs visant à modérer la hausse des coûts et des prix, nous pouvons espérer non seulement juguler l'inflation mais aussi

réduire les malaises sociaux qui retardent notre expansion économique. Et comme le faisait remarquer l'Institut de recherches Howe dans son document intitulé *Policy Review and Outlook, 1975*, c'est une économie en expansion qui, avec le temps, nous permettra de résoudre le problème de l'inflation en assurant aux familles canadiennes le pouvoir d'achat réel accru dont elles ont besoin pour faire face à la hausse du coût des produits alimentaires et de l'énergie.

La croissance réelle de l'économie canadienne en 1975 sera probablement en deçà de ce qu'elle pourrait être. Le stimulant accru fourni par le budget de novembre apportera une poussée économique croissante au cours de l'année. Nous espérons que l'adoption de politiques expansionnistes semblables par les États-Unis et d'autres grands pays industriels favorisera aussi la reprise de la croissance économique internationale au cours de l'année et qu'il en résultera un accroissement de nos ventes à l'exportation.

Même le ralentissement temporaire de notre économie demeure une question de préoccupation en raison du chômage accru qu'il représente. Au cours de toute l'année 1974, le nombre de nouveaux emplois créés (378,000), soit une hausse de 4.3%, venait en deuxième place derrière la croissance record enregistrée l'année précédente. Mais la population active a continué à augmenter à un rythme approchant le record de l'année précédente, augmentant de 383,000, ou de 4.1%. Alors que la progression de l'emploi ralentissait au cours des derniers mois de 1974, l'expansion de la population active se poursuivait sans arrêt, provoquant un bond du taux désaisonnalisé du chômage d'un peu plus de 6% en décembre.

\* \* \* \*

#### La question du pétrole

Je reconnais pleinement que le monde des affaires est préoccupé par les incertitudes qui continuent à entourer l'exploitation future des ressources pétrolières et minières. Dans une large mesure, ces incertitudes n'ont pu être évitées, étant donné la nature de notre fédération et les perspectives constamment changeantes des approvisionnements en ressources et des coûts.

La hausse considérable des prix du pétrole, l'année dernière, nous a forcés